
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

BUDGET PRIMITIF 2009

INTERVENTION DE FRANÇOIS DUMON

Monsieur le président,
Cher(e) s collègues,

Ce qui me choque dans ce débat, c'est que j'ai l'impression que l'on débat comme avant, qu'on ne tient pas compte de ce qui se passe au niveau international et au niveau national, qu'on ne tient pas compte de la crise. On fait des comparaisons avec les années précédentes alors qu'on sait qu'on entre dans un autre contexte, et qu'on entre dans une période totalement inédite. Je pense d'ailleurs que personne sait où cela peut nous conduire, à la fois dans notre pays et dans le monde.

C'est dans ce cadre là que notre budget 2009 a été élaboré. C'est dans un climat de crise profonde. Crise financière bien évidemment mais aussi crise économique et surtout crise sociale. Ceux qui hier encore érigés en dogme la loi du marché parlent aujourd'hui « d'une crise de confiance sans précédent qui ébranle l'économie mondiale ». Ils ont reconnu que « l'idée de la toute puissance des marchés financiers qui ne devait être contrariée par aucune règle, aucune intervention politique était une idée folle », le Président de la République, et dans ce cadre, notre pays

La France connaît une panne de croissance, la récession est envisagée pour 2009.

Le taux de chômage ne cesse d'augmenter, les plans de licenciements se multiplient, le chômage partiel également, les français sont sans cesse confrontés à la baisse sans précédent de leur pouvoir d'achat.

Tous les jours, nous avons droit à un plan :

Un plan pour les banques

Un plan pour l'automobile

Un plan de relance

Tout cela sans aucune exigence en terme d'emploi ou d'utilisation des fonds d'Etat. Ces chiffres ne font frémir personne.

Sur les 40 Milliards d'€ mis à disposition des banques et sur les 26 Milliards d'€ d'un plan de relance c'est seulement 1,2 % qui sera consacré à une prime de 200 € pour 400 000 familles défavorisées. C'est une somme sans comparaison aucune avec les 320 Milliards d'€uros de garanties d'Etat pour le secteur bancaire.

Quel impact peuvent avoir ces mesures sur le plan économique pour la relance de l'emploi, le pouvoir d'achat et la qualité de vie des français.

A cela se rajoute la Réforme Générale des Politiques Publiques où on essaie de casser ce qui fonctionne. Je pense au CREPS de la Région Centre vécu comme une aberration par nos concitoyens. Plus de 10 000 personnes ont signé une pétition en quelques heures. On casse même ce qui fonctionne dans ce pays, c'est tout de même une aberration.

**

D'ailleurs à ce propos, ne reproduisons pas dans le sport ce qui viens d'échouer dans le domaine économique et financier.

Voilà le contexte dans lequel notre budget 2009 a été élaboré avec un étranglement financier des collectivités locales dû aux mesures prises par le gouvernement. On peut se féliciter que notre collectivité maintienne ses efforts avec un budget en augmentation de 2,7 %, un budget dynamique dont les contribuables ne supporteront pas le coût puisque nous nous sommes attachés au maintien de nos priorités en veillant à ne pas augmenter la pression fiscale pour la 4ème année consécutive. Nous serons d'ailleurs peut être la seule collectivité à faire exception dans ce domaine, car nous n'augmenterons pas les impôts alors que d'autres collectivités, avec d'ailleurs aujourd'hui des gens qui nous donnent des leçons sur la manière dont il faudrait conduire les finances de cette collectivité, s'apprête à augmenter les impôts dans les collectivités qu'ils dirigent. Nous n'avons pas à recevoir de leçons dans ce domaine.

Néanmoins, notre politique est volontariste et se poursuivra dans les trois grands thèmes dont nous avons fait notre priorité, innovation, formation développement durable. Ces trois politiques représentent 549 M€.

Les politiques fortes, que nos concitoyens apprécient seront maintenues. Je pense à la gratuité des manuels scolaires au lycée, aux ordinateurs gratuits pour les étudiants de second cycle (soit environ 600 € d'économie par étudiant), la gratuité des transports ferroviaires régionaux pour les demandeurs d'emploi ou encore CAP'ASSO dont l'impact est indéniable.

Je viens de terminer les concertations annuelles pour le sport, et l'ensemble des dirigeants m'ont rappelé leur satisfaction de voir ce dispositif reconduit. Pour faire face encore une fois dans ce domaine à la réduction du budget de l'Etat, plus de 20% de baisse pour le sport pour tous. Dans cette région, il faut savoir que la direction régional de la jeunesse et des sports va subir une baisse de près de 49% de son budget et que les directions départementales jeunesse et sports vont être supprimé et qu'il n'y aura plus de crédit à leur disposition.

La région centre a portée de nombreux projets d'envergure, je pense à l'électrification de la ligne Tours Vierzon, à la création du nouveau lycée agricole de Bourges, au CREPS, etc.

Cette politique en faveur de l'aménagement du territoire est maintenue. La part de la région sur l'aménagement du territoire est d'environ 80M€.

Je partage les remarques du CESR, notamment celle sur le retard qu'a pris l'Etat sur le CPER.

Cela a des répercussions qui viennent se cumuler avec les conséquences de la crise financière sur les contractualisations avec les départements ? Nous le savons bien des projets risquent d'être abandonnés ou reportés ! Voilà les premières mesures à prendre mes chers collègues de l'opposition si vous avez un petit peu de pouvoir auprès du gouvernement, c'est d'assurer le financement de ce Contrat de Projet Etat-Région, cela permettrait une relance des grands chantiers. Je pense notamment à un retard important qui s'est cumulé dans le domaine universitaire.

**

Concernant la réforme des collectivités locales, aujourd'hui à l'heure où le gouvernement et le Président se posent la question de l'existence même des régions, porter atteinte à notre collectivité, c'est porter atteinte à nos investissements, c'est porter atteinte aux emplois, c'est porter atteinte à l'activité qui résulte de nos investissements, c'est porter atteinte à l'expression démocratique de la population.

Alors oui, les régions sont indispensables à nos concitoyens, les régions servent de catalyseur pour la mise au point de nombreux projets, les remettre en cause serait aujourd'hui ajouter de la crise à la crise.

Mais cette démonstration, je pourrais la faire pour toutes les compétences transférées, que nous soyons Région, Département ou commune. A tous ces niveaux la nécessité, c'est de mener une action territorialisée, décloisonnée et de long terme à l'appui d'une démarche démocratique avec nos concitoyens.

Pour rappel, près de 75% des investissements publics dans notre pays sont réalisés par les collectivités.

Pour nous, notre souci, c'est de créer les conditions qui permettent, quel que soit le point du territoire régional, d'apporter des réponses satisfaisantes aux besoins des habitants et de contribuer à réduire les inégalités.

Permettez moi de rappeler un autre élément important :

Les collectivités territoriales sont des acteurs économiques importants. Selon une étude réalisée en 2006 par le groupe Caisse d'épargne, elles ont, avec 40 milliards d'euros de dépenses d'investissement annuelles, contribué à créer ou maintenir 850 000 emplois dans la sphère privée. Toujours d'après cette étude, depuis 2003, on peut estimer que l'investissement public local a permis de créer 200 000 emplois.

L'État, quant à lui, consacre désormais moins de 10 % de son budget aux dépenses d'investissement et je crois même que l'on est plus proche des 5 %. La volonté de modifier fondamentalement les règles qui régissent les relations financières entre l'État et les collectivités territoriales a des conséquences désastreuses sur le terrain.

**

voilà mes chers collègues ce que je voulais dire sur ce budget. Je pense que les élus de l'opposition n'ont pas de leçons à nous donner et montrer ce que vous savez faire au plus haut niveau de l'Etat plutôt que dans cette région.

Je vous remercie.

**

SUR LA REFORME DES REGIONS

Mes, Mrs les conseillers généraux de l'UMP, la réforme actuelle est mal engagée tant sur le fond que sur la forme.

Je vous propose de conseiller à votre Président de la République et à votre Gouvernement que, plutôt que de lancer de faux procès, ils nous associent pleinement à la réforme.

Chaque échelon territorial a sa pertinence. Si une recherche de cohérence est nécessaire, la fusion est dommageable et l'enchevêtrement n'est pas là où l'on voudrait qu'il soit.

Les propos tenus ne sont que de faux procès !

Que se soit sur le nombre d'échelons de collectivités locales, sur la taille des Régions ou encore sur celui du coût des dépenses des collectivités.

Faux débat enfin que celui de l'éloignement présumé des élus régionaux du citoyen.

Sur les 26 milliards d'Euros annoncés par le Président de la République, combien seront effectivement pris en charge par les collectivités locales ? Sans levier fiscal dynamique, comment répondre à la fois à nos compétences légales et au « racket » institutionnalisé par l'Etat ?

Il faut achever le processus de décentralisation entamé en 2004 en donnant les moyens légaux et financiers aux collectivités pour qu'elles puissent assumer pleinement leurs décisions.

Pour nous la décentralisation ce doit être plus de responsabilité, plus de transparence, plus d'efficacité et plus d'ambitions, plus de démocratie.

La modernité, ce n'est pas de revenir à l'Etablissement Public Régional, c'est-à-dire à un recul de 20ans !

L'évolution à construire, ce n'est pas seulement de réussir à institutionnaliser la concertation permanente, mais c'est de développer la démocratie sous des formes adaptées et permanente, permettant à nos concitoyens de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques qui les concernent.